DOMINIQUE-CATHERINE DE PERIGNON GÉNÉRAL, DIPLOMATE, HOMME D'ÉTAT MARÉCHAL DE FRANCE

(1754-1818)

PAR

CHRISTIAN CAU

INTRODUCTION

Considéré généralement comme « la figure la plus pâle de la glorieuse phalange » des maréchaux d'Empire, Dominique-Catherine de Perignon est à coup sûr la plus mal connue, peut-être même la plus méconnue.

Retracer la vie de ce maréchal dont la dernière campagne remonte à 1799, voir à travers les étapes de sa carrière son tempérament, son mode de vie, son action, exercée dans des domaines aussi différents que l'art militaire, la diplomatie et l'administration de vastes contrées, sans parler de la gestion d'importants domaines et, par là, apporter une modeste contribution à l'histoire de la Révolution et de l'Empire, tel est le but que se propose cette étude.

SOURCES

La plus grande partie de la documentation utilisée provient des archives de la famille de Perignon, déposées par elle aux Archives départementales de la Haute-Garonne, sous la cote 14 J.

Ce fonds Perignon, qui nécessite un classement plus rigoureux, forme un ensemble extrêmement riche puisqu'il comprend, d'une part, un grand nombre de minutes d'actes se trouvant aux Archives nationales, notamment dans la série AF III, aux Archives de la Guerre ou dans celles des Affaires étrangères (Correspondance politique, vol. 635 à 650), d'autre part, une foule de documents inédits: correspondance de Perignon avec sa famille et ses amis, rapports et mémoires concernant entre autres le gouvernement de Parme et Plaisance, celui de Naples, les biens du maréchal, donnant des renseignements précis non seulement sur la situation militaire et politique, mais encore sur l'économie et la vie courante.

PREMIÈRE PARTIE

LA CARRIÈRE MILITAIRE (1754-1800)

CHAPITRE PREMIER

LA JEUNESSE (1754-1792)

Issu d'une famille de bonne bourgeoisie, Dominique-Catherine de Perignon, après de solides études à Toulouse, entre dans l'armée en 1780, mais voit son avancement bloqué par la réforme du marquis de Ségur.

Séduit par 1789, il exerce pendant quatre mois les fonctions de juge de paix

à Montech, puis va à Paris siéger à l'Assemblée législative.

En 1792, c'est la crainte des excès de la Révolution et un sens assez aigu de l'à-propos, justifiés par la guerre, qui le ramènent dans le Midi où il forme la légion des Pyrénées.

CHAPITRE II

l'armée des pyrénées-orientales (1793-1795)

La légion des Pyrénées, dont Perignon a en grande partie payé l'équipement, est intégrée à l'armée des Pyrénées-Orientales en 1793.

Perignon s'y distingue par son courage, son coup d'œil, mais surtout par son calme et son sens de l'organisation. Alors que, pendant l'action, Augereau lance ses hommes dans des opérations risquées, et qu'avant l'attaque, Dugommier songe à distribuer de l'eau-de-vie pour soutenir le moral des troupes, Perigron prévoit des ambulances.

Commandant en chef de l'armée à la mort de Dugommier, en novembre 1794, il réussit le tour de force de rétablir le ravitaillement d'une manière à peu près convenable, mais aussi de constituer des réserves dans les principales places, alors que l'indiscipline règne partout : malgré les renforts, l'armée passe de 63 000 hommes à la fin de 1794 à 36 000 fin juillet 1795. La cause en est la désertion.

En mai 1795, Scherer le remplace à la tête de l'armée et il rentre chez lui se reposer.

CHAPITRE III

L'AMBASSADE À MADRID (1796-1798)

Auréolé de la gloire du général vainqueur et du négociateur généreux lors de sa nomination comme ambassadeur à Madrid, c'est sèchement que Perignon est rappelé deux ans plus tard, au milieu de critiques acerbes. Un traité d'alliance avec l'Espagne, l'entrée en guerre de cette puissance contre l'Angleterre sont pourtant les résultats de sa mission.

Mais, diplomate inexpérimenté, trop humain pour les subtilités des chancelleries, Perignon prête le flanc à la critique : il lie trop sa politique à Godoy, dont la position est de plus en plus difficile; père de famille avide d'une paix confortable au milieu des siens, il ne demande qu'à quitter son poste, mais fait en attendant « quelques économies », revendant du vin de Bordeaux (deux mille bouteilles en 1797) venu par l'entremise du consul américain à Cadix.

Il n'est donc pas étonnant que l'arrivée au pouvoir de son ennemi Barras provoque son rappel.

CHAPITRE IV

L'ARMÉE D'ITALIE (1799)

En semi-disgrâce, Perignon reçoit le commandement d'une aile de l'armée d'Italie dont la situation en l'an VII est catastrophique; et ce n'est pas seulement la faute des ennemis!

La Ligurie est complètement épuisée par les réquisitions et le pillage, au point que le gouvernement ne parvient plus à nourrir la population. Les paysans piémontais sont révoltés et harcèlent les Français; la révolte gagne même la vallée d'Oneglia, où elle est favorisée par les consuls d'Angleterre, de l'Empire et même de France.

Quant à la troupe, « elle murmure beaucoup » et, sentant venir le désastre, se laisse aller à l'indiscipline. « Les patriottes » liguriens, « abattus, incertains et,

alarmés, gémissent d'avance sur le sort » qui leur paraît réservé.

Perignon a donc fort à faire et il ne recule pas devant la tâche; au contraire, profondément révolté par l'indiscipline générale, il se met au travail avec acharnement.

Contre les paysans révoltés, il organise des postes fixes protégés par une force mobile. Contre les pillages, les réquisitions et les abus, il multiplie les ordres qui ne sont pas appliqués, reconnaît-il lui-même. Contre l'effondrement du moral, il lutte sans cesse, ordonnant, malgré la pénurie de ravitaillement et des moyens de transport, de donner de la viande fraîche aux troupes, et interdisant à l'administration de recourir automatiquement au Directoire ligurien dès qu'une demande est faite.

Quant à son attitude sur le champ de bataille, elle est sans équivoque : les sept coups de sabre reçus à Novi, où il est fait prisonnier, en témoignent.

DEUXIÈME PARTIE

LA CARRIÈRE ADMINISTRATIVE (1800-1818)

CHAPITRE PREMIER

LES HONNEURS (1800-1806)

Rentré en France au printemps de 1800, Perignon est nommé commandant des troupes de la 10e division militaire (Toulouse), qui échappe de peu, en 1803, à une révolte royaliste. Il est sénateur en avril 1801, vice-président du Sénat en octobre de la même année, honneurs qui lui valent une avalanche de lettres sollicitant places et recommandations.

En septembre 1802, il est chargé de délimiter la frontière franco-espagnole : comme la balance commerciale compte un déséquilibre de dix-huit millions en faveur de l'Espagne, il faut activer le commerce, donc maintenir les points de contact, multiplier les routes, afin notamment que les bois pyrénéens concurrencent ceux du Nord dans les fournitures faites à la marine.

Un an après, le Premier consul le dote d'une sénatorerie, celle de Bordeaux : 91 petits domaines ou terres, dont 61 en Gironde, 4 en Dordogne et 25 dans le département de la Roër; 65 % sont des biens pris à des émigrés, 15 % à des établissements ecclésiastiques. Les revenus totalisent 24 714 francs, mais 50 % sont absorbés par les réparations à faire aux bâtiments. En 1808, les biens de la Gironde produisent 16 294 francs, mais si on retranche les impôts et les dépenses d'entretien, il ne reste que 957 francs.

CHAPITRE II

LE GOUVERNEMENT DE PARME ET DE PLAISANCE (1806-1808)

Une région étouffée entre les frontières toscane, française et italienne, région essentiellement agricole qui ne peut plus exporter ses produits, notamment les céréales et la soie, région qui voit son numéraire fuir vers la France (de janvier à octobre 1807, 1 600 000 francs sortent des États), une population rurale qui, émigrant saisonnièrement, échappe ainsi à l'impôt, telle est la situation à laquelle se trouve confronté Perignon, nommé en 1806 gouverneur de Parme et Plaisance.

En outre, un brigandage à l'état chronique, et une opposition larvée à la présence française sévissent : pamphlets et faux bruits circulent abondamment, propagés notamment par le clergé qui va jusqu'à utiliser une obsédée pour faire accréditer la nouvelle d'une délivrance prochaine.

Enfin, il faut ajouter un certain nombre de scandales, en particulier à Plaisance, où les commissaires de police perçoivent des pourcentages sur tous les commerçants de la ville.

S'il ne peut rien faire contre la dégradation de la situation économique, qui est la conséquence de la politique impériale, Perignon réprime le brigandage en nommant une commission militaire, en rendant les communes responsables des vols commis sur leur territoire, et en multipliant les battues. De 50 attaques à main armées commises en août 1807, on passe à 9 entre décembre 1807 et mars 1808.

Enfin, contre les abus et l'incapacité, Perignon réussit à rabaisser la vanité insolente de Nardon, l'administrateur-préfet, qui reste pourtant en place jusqu'en 1810.

3 560188 6



CHAPITRE III

LE GOUVERNEMENT DE NAPLES (1808-1813)

Alors qu'il espérait enfin rentrer chez lui, Perignon est nommé en juillet 1808 gouverneur de Naples, commandant de l'armée française stationnée dans le royaume de Murat qui le fait lieutenant général du royaume en attendant son arrivée. Mais Perignon, las des emplois officiels, est trop loin de chez lui et son action s'en ressent : il cherche avant tout à consolider sa fortune, vendant notamment du vin de Bordeaux (cinquante-huit caisses en 1812) et des bijoux.

Contre le brigandage, encore plus important qu'à Parme, il laisse faire ses subordonnés qui sont impuissants, car « ce n'est pas la troupe qui détruit les brigands, c'est la volonté des habitants ». Il se rend très bien compte que Napoléon étouffe Naples : le commerce s'effondre, l'armée fond en Espagne jusqu'à ce que Napoléon n'en veuille plus parce qu'elle est composée de brigands, ce qui ne l'empêche pas de réclamer vingt mille hommes en 1812.

Dans son action politique, Murat est soutenu par Perignon qui explique aux officiers français que l'Empereur a abandonné Murat et que celui-ci préfère la paix à l'incertitude. Toutefois, en janvier 1814, il rentre en France, où il arrive pour offrir ses services à Louis XVIII.

CHAPITRE IV

LA FIN DE LA CARRIÈRE (1814-1818)

Accueilli avec bienveillance par Louis XVIII et enchanté de voir la fin de sa carrière itinérante, Perignon est nommé commissaire extraordinaire du roi dans la première division militaire (Paris).

Les départements qui la composent n'ont, en général, pas beaucoup souffert de la guerre, mais grandement de la conscription, de l'effondrement du commerce et, depuis quelques mois, des réquisitions. Les plaintes affluent sur le bureau de Perignon, mais la confiance est revenue avec le roi et les démissions sont rares : dans le département de la Seine, 2 maires sur 42, 2 percepteurs sur 23.

Sa commission ayant pris fin en juillet 1814, Perignon ne tarde pas à revenir chez lui. A partir de ce moment, il n'a plus aucune action réelle, son énergie s'étant effondrée avec l'Empire. En mars 1815, il se laisse entraîner à Toulouse par le duc d'Angoulême, mais Delaborde, qui occupe la ville pour Napoléon, n'a aucun mal à l'écarter. Commandant de la 10^e division militaire au retour de Louis XVIII, il est fait gouverneur de la 1^{re} division militaire en 1816, marquis en 1817 et meurt le 25 décembre 1818.

CONCLUSION

Perignon a servi le roi, la Révolution, l'empereur, le roi à nouveau avec autant de zèle; pourtant les « non-girouettes » l'ont inclu dans leur dictionnaire; en effet, il a toujours eu une grande idée en tête, idée qui a parfois été la seule pour l'inciter à continuer sa tâche : celle du devoir accompli.

Cet homme méticuleux, ordonné, aimant par dessus tout ses enfants, n'était pas un militaire; il a grandement contribué à la défaite de l'Espagne; ce n'était pas un diplomate : par le traité de Saint-Ildefonse, il a permis à Bonaparte d'avoir les mains libres en Italie; sans formation d'administrateur, il a géré aussi bien les États de Parme et Plaisance que ses biens.

Mais c'était un gascon affable, très simple et sans grande ambition; malgré son courage, ce n'était pas un guerrier.

ANNEXES

Pièces justificatives. — Notices biographiques. — Tableaux de situation.

ATLAS